

**L'INTEGRATION DU SECTEUR INFORMEL AU MAROC :
ROLE POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

**INTEGRATION OF THE INFORMAL SECTOR IN MOROCCO :
ROLE FOR THE SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY**

Elhoussain Choukar

Doctorant à la FSJES – Marrakech
Université Cadi Ayyad
Marrakech
Choukare@gmail.com

Pr. Driss Assi

PES – FSJES – Marrakech
Université Cadi Ayyad Marrakech
assidriss@yahoo.fr

Résumé :

Depuis les années 1970, la notion de «secteur informel» occupe le champ de l'économie du développement. Le secteur informel reste une composante structurelle et durable des économies en développement. Au Maroc, le secteur informel joue un rôle économique et social indéniable : il contribue à près de 59 % de l'emploi non agricole, à 12% du PIB. Pourvoyeur d'emploi et de revenu permettant à une population urbaine notamment défavorisée de survivre, le secteur informel est un pare-choc ou amortisseur social. Cependant, la plupart des emplois et des revenus offerts par le secteur informel sont faibles et ne permettent pas à ces populations de sortir de leur pauvreté. Ainsi, l'amélioration des conditions de vie de ces populations passe inévitablement par leur intégration dans l'économie formelle. L'économie sociale et solidaire offre un pont de passage de l'économie informelle à l'économie formelle

Mots clés : activités informelles, marché du travail, pauvreté, économie sociale et solidaire

Abstract:

Since the 1970s, the notion of the "informal sector" has occupied the field of development economics. The informal sector remains a structural and sustainable component of developing economies. In Morocco, the informal sector plays an undeniable economic and social role: it contributes to nearly 59% of non-agricultural employment and 12% of GDP. As a provider of employment and income enabling a particularly disadvantaged urban population to survive, the informal sector is a social bumper or shock absorber. However, most of the jobs and income offered by the informal sector are low and do not enable these populations to escape from poverty. Thus, improving the living conditions of these populations inevitably requires their integration into the formal economy. The social and solidarity economy provides a bridge from the informal economy to the formal economy.

Keywords: informal activities, labour market, poverty, social and solidarity economy

Introduction

Depuis le début des années 1970, le secteur informel constitue une préoccupation des chercheurs et des responsables politiques et fait l'objet de plusieurs études, sans aboutir à un consensus concernant sa définition, ni la stratégie à retenir pour y faire face. Le phénomène reste un défi à l'économie du développement

Les débats soulevés peuvent être regroupés autour de deux grandes approches : pour les uns, le secteur informel est un secteur de subsistance permettant à une frange de la population notamment pauvre de survivre et par conséquent un amortisseur social. Pour d'autres le secteur informel est un secteur parasite (échappe aux fiscaux, concurrence déloyale, etc) d'où la nécessité de lutter contre.

Aujourd'hui tout le monde s'accorde sur l'ampleur des activités informelles dans la plupart des pays en développement et les débats et controverses sur le rôle du secteur informel se poursuivent et confirment la complexité du phénomène en raison de son hétérogénéité et sa diversité.

Au Maroc le secteur informel est une composante structurelle de l'économie urbaine. Selon la dernière enquête nationale sur le secteur informel menée par le HCP, le secteur informel représente près de 36,3 % de l'emploi non agricole (HCP, 2016).

L'économie informelle est hétérogène, mais en général, les activités sont peu productives, ces activités se caractérisent par une faible productivité, de bas salaires, des conditions de travail médiocres et de longues journées de travail. Ainsi, tout effort de lutte contre la pauvreté urbaine doit être orienté vers la restructuration de ces activités.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) voit que l'intégration de ces activités dans l'économie formelle est le seul moyen d'amélioration des conditions de ces travailleurs. A cet égard, l'économie sociale et solidaire peut créer un pont entre l'informel et le formel. Forte de ses entreprises et organisations, l'économie sociale offre un moyen prometteur de passage de l'économie informelle à l'économie formelle, ce qui permettrait de réduire les déficits de travail décent, d'améliorer la productivité et la compétitivité et d'augmenter les revenus et la rentabilité

Dans ce contexte, l'objet principal de notre contribution est de voir dans quelle mesure l'économie sociale et solidaire et particulièrement les coopératives, pourraient jouer en matière d'intégration des activités informelles au Maroc ?

Pour répondre à cette problématique nous allons commencer par un état des lieux de l'économie informelle au Maroc pour ensuite analyser comment l'économie sociale et solidaire pourrait contribuer à la formalisation des activités informelles au Maroc.

I - Etat des lieux du secteur informel au Maroc

Tenter d'étudier le rôle de l'économie sociale et solidaire dans l'intégration des activités du secteur informel dans une économie nécessite tout d'abord la délimitation des contours des deux concepts. Une telle délimitation nécessite une définition claire et précise de ce que l'on désigne par secteur informel et par économie sociale et solidaire. Or les définitions de ces concepts ne font pas encore l'unanimité des chercheurs. Il n'existe pas de définitions universellement acceptées des expressions de l'économie informelle et de l'économie sociale et solidaire. Ainsi, on doit commencer par préciser ce que l'on désigne par secteur informel et par pauvreté au Maroc

Le secteur informel au Maroc : définition, ampleur et rôle dans l'économie (Les principales statistiques utilisées dans ce point sont extraites de la dernière enquête du HCP sur le secteur informel publiée en 2016).

S'il n'existe pas de définition universellement acceptée ou considérée comme exacte et généralement admise de ce que recouvre l'expression économie informelle ou secteur informel, au Maroc, le critère retenu pour délimiter le secteur informel est l'absence de la tenue de la comptabilité. En effet, Pour distinguer les unités de production relevant du secteur informel des unités économiques "formelles", la définition retenue le Haut Commissariat au Plan (HCP) se réfère à la non-tenue d'une comptabilité complète. Dans sa dernière enquête, le secteur informel est défini comme l'ensemble « des unités de production qui ne disposent pas d'une comptabilité conformément au régime en vigueur au Maroc » (HCP, Enquête sur le secteur informel, 2013 p. 33). L'enquête porte seulement sur les activités non agricoles, mais elle prend en compte les activités commerciales et artisanales exercées par les agriculteurs comme activités secondaires.

Sur la base des enquêtes menées par le Haut-Commissariat au Plan (le HCP a mené une série d'enquêtes sur le secteur informel, la première enquête en 2000, une deuxième enquête en 2007 et une troisième en 2014 suivant l'approche « mixte », basée sur un système d'enquêtes, qui combine les ménages et les producteurs informels).

, la caractéristique principale du secteur informel au Maroc est l'accroissement continu de ses unités de production. Le nombre des unités informelles est passé de 1,23 millions unités en 1999 à 1,55 million unités en 2007 pour atteindre 1,68 millions d'unités en 2013 dont la grande majorité se situe dans le milieu urbain avec une part qui atteint 71,4% et près d'une UPI sur cinq se situe dans la région de "Casablanca-Settat" qui concentre à elle seule 19,2% des unités informelles au Maroc. Cette région englobe avec "Rabat-Salé-Kénitra" (15,9%) et "Marrakech-Safi" (13,2%) presque la moitié des unités informelles.

Les facteurs explicatifs de cet essor des activités informelles sont nombreux et parmi lesquels on peut citer : l'exode rural, l'urbanisation, le chômage, la pauvreté, l'incapacité de l'Etat à réguler l'activité économique, la faiblesse du cadre réglementaire et de la défaillance du système éducatif et de formation (Voir R.A. Mejjati, *Le secteur informel au Maroc*, éditions Presses économiques du Maroc, 2014, pp. 29-36).

L'autre particularité du secteur informel au Maroc, est la petite taille des entreprises. Il est principalement constitué d'unités de production exploitées par des personnes travaillant seules

pour leur propre compte, avec l'aide de travailleurs familiaux non rémunérés. Ces patrons indépendant représentent la composante du secteur informel, avec près de (83%). Par contre, la part des unités exploitées par des employeurs informels, c'est-à-dire faisant appel à la main d'œuvre salariée est relativement modérée (17%). En outre, plus de la moitié (51,4%) de ces activités sont ambulantes et ne disposent pas d'un local fixe.

Ceci dit, le secteur informel est caractérisé par une certaine précarité des conditions de travail. Si l'on se limite au secteur informel localisé, étant apte à l'accès aux principaux services publics, on trouve que l'électricité est service le plus utilisé. L'accès aux autres services est relativement modéré. En effet, 55,9% n'ont pas accès à l'eau et 68,6% sont privées d'un raccordement au réseau d'égouts. Uniquement près de 5% de ces unités disposent d'une ligne téléphonique fixe, 4% d'un ordinateur et 2,9% ont une connexion internet.

En matière de financement de leurs activités, 77,8% des créateurs des UPI ont eu recours à leur épargne personnelle ou à un apport familial, 9,6% à l'emprunt et 4,4% à un héritage reçu. Le recours aux crédits reste cependant très minime : 1% auprès des banques et 2,2% auprès des institutions de microcrédits

Enfin, il est à noter que l'examen des facteurs justifiant la décision de s'investir dans le secteur informel montre que la moitié de chefs d'UPI ont été amené à exercer dans le secteur informel par contrainte alors que l'autre moitié le travail dans le secteur est un choix volontaire.

Le rôle du secteur informel est très difficile à saisir tant du point de vue économique que social. Cependant, les diverses études et enquêtes menées sur le secteur informel au Maroc montrent que celui-ci joue un rôle important tant sur le plan économique que social (Voir par exemple les travaux de : - M. Laoudi, *Casablanca à travers ses petits entrepreneurs de la pauvreté : aperçu sur les micro-activités marchandes de rue dans une métropole maghrébine*, Faculté des Lettres et Sciences Humaines Casablanca, Série thèse et mémoire n°8, 2001. - M. Salahdine, *les petits métiers clandestins*, éditions Eddif Maroc, 1988 - HCP, *Enquête nationale sur le secteur informel*, 2000, 2007 et 2014 - R. A. Mejjati, *Le secteur informel au Maroc*, éditions Presses économiques du Maroc, 2014 - M. Choukri, *Le secteur informel dans la région d'Oujda*, Mémoire de DES en Sciences Economiques, Rabat, 1991. - R. A. Mejjati, *Le secteur informel au Maroc*, éditions Presses économiques du Maroc, 2014).

Sur le plan économique, D'après la dernière enquête menée par le HCP, le secteur informel a produit pour 185 009 millions de dirhams de biens et services en 2013/2014, soit 12,2% de la production nationale (production nationale de 2013), enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen de 7,2% depuis 2007.

En termes de valeur ajoutée, le secteur informel a créé 103 346 millions de DH en 2013. La répartition par secteur montre que la plus grande partie de la valeur ajoutée (43,1%) provient du secteur commercial bien qu'elle ait diminué depuis 2007, année où elle s'élevait à 49%.

Sur le plan social, le secteur informel est un filet de sécurité contre le chômage, une source de revenu et lieu de formation sur le tas. Comme le note J. P. Peemans, «le secteur informel subventionne le secteur formel en lui offrant des marchandises et des services produits à des coûts peu élevés tout en dédouanant l'Etat de l'effort qu'il devrait faire pour créer un nombre suffisant d'emplois rétribués à des taux acceptables » (Cité par I. Sachs, «S'attaquer aux racines de l'exclusion», in C. Brisset, *Pauvretés,*, sous la direction, op. cit., p. 173.).

La contribution du secteur informel à l'emploi et au revenu est forte au Maroc. En 2013, l'emploi portait dans la sphère informelle sur 2,4 millions de personnes représentant 36,3% de l'emploi non-agricole à l'échelle nationale. Dans ce cadre, 233 000 indépendants employeurs ont recruté 420 000 salariés et distribué 11,4 milliards de DH de salaires correspondant à près de 4% de la rémunération salariale à l'échelle nationale et représentant 11% de la valeur ajoutée globale du secteur informel.

L'importance du secteur informel en tant que source de revenus et partant en tant que levier contribuant à l'amélioration des conditions de vie : En 2015 plus de 2,9 millions de personnes, soit 59,2% de la population active dépendent des revenus procurés par l'emploi dans le secteur informel (HCP, Enquête nationale sur l'emploi, 2015). Ces personnes réalisent, en outre, d'importants gains en termes d'occupation économique de leurs membres et de protection relative contre le chômage

En matière de formation et de qualification, le secteur informel joue un rôle important en permettant aux enfants exclus du système éducatif et n'ayant pas pu accéder à un centre de formation professionnelle, d'apprendre un métier sur le tas et par conséquent un emploi et un revenu. Il remédie donc aux insuffisances du système éducation et de formation.

Enfin, le secteur informel permet de répondre aux besoins nouveaux et spécifiques de la société (activités de réparation-rénovation, fractionnement des produits, etc.).

En somme, on peut dire que les activités du secteur informel occupent une place importante dans l'économie marocaine en termes de création de l'emploi, de distribution des revenus, d'acquisition des qualifications, et les modes de production des biens et services adaptés au pouvoir d'achat des populations à faible revenus.

Etant donné son rôle notamment social, bien qu'il ne paie pas d'impôts (le manque à gagner fiscal par an lié à l'économie informelle est estimé à plus de 30 Mds hors secteur primaire) et pratique une concurrence déloyale envers les entreprises structurées, le secteur informel est toléré par les pouvoirs publics. Cette tolérance est critiquée par la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (Voir CGEM, L'économie informelle : impacts sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d'intégration, 2018) qui dénonce le laxisme des autorités dans l'application de la législation et réclame l'urgence d'une formalisation de ce secteur.

2- Rôle de l'économie sociale et solidaire dans l'intégration des activités informelles au Maroc

Bien qu'il n'y ait pas encore de consensus concernant la définition de l'économie sociale et solidaire, personne ne peut nier qu'elle occupe une position souvent déterminante dans l'économie. Par exemple, en Europe, l'ESS fournit plus de 14,5 millions d'emplois, soit près de 6,5 % de la population active de l'Union Européenne (CESE, rapport 2015). La contribution de l'ESS au PIB de certains pays, tels que la Belgique, la France et les Pays-Bas, dépasse 10 %. Il ressort de ces différentes expériences étrangères que l'ESS a permis à certains de ces pays de remédier en partie aux effets et impacts négatifs de la crise de l'année 2008.

Au Maroc, l'économie sociale et solidaire emploie 5% de la population active au Maroc avec un effectif total de 599 694 personnes. Elle contribue à hauteur de 2 % au PIB et emploie 2 % des diplômés au Maroc. Actuellement le nombre des coopératives a atteint 20000 unités dont 2600 sont féminines et qui emploient 146.368 femmes. En total, 504.715 membre sont considérés comme des travailleurs du secteur coopératif. Pour ce qui concerne la contribution des associations dans la création des emplois et la lutte contre l'informalité des activités et malgré la présence de 150000 unités associatives, seulement 2000 associations qui créent des emplois soit 1,3% et ne contribuent que à 1% dans le PIB (HCP 2017).

Au Maroc, l'économie sociale et solidaire ne date pas d'aujourd'hui, elle remonte à une histoire lointaine. Les cultures de solidarité, d'entraide et de travail collectif, qui constituent les principes de base de l'économie sociale, ont toujours fait partie des traditions et des pratiques de la société marocaine. Les formes de solidarité et de travail collectif constituent les piliers des relations entre les individus de la même famille et de la même tribu, entre les jeunes et les vieux, entre les riches et les pauvres, etc. Parmi ces formes nous pouvons citer certaines institutions dont le fonctionnement fait référence de façon très avancée aux principes de l'économie sociale dans sa définition moderne. Les habitants, particulièrement en milieu rural, s'organisent selon des formes particulières pour répondre à leurs besoins économiques et sociaux. Il s'agit par exemple de:

- **L'Agadir** il s'agit d'une forme consistant au stockage collectif en construisant des dépôts.
- **La khatara**, cette forme repose sur la construction des bassins et dépôts d'eau pour exploitation collective,
- **L'augog** : il s'agit d'une forme d'organisation pour le partage de l'eau pour l'irrigation. Il repose sur une gestion de bien commun (eau) pour l'irrigation collective des champs ;
- **LaTaouiza**, qui est une sorte de mutualisation des services partagés entre un groupe d'individus. Cette forme est principalement employée dans le domaine de l'agriculture
- **Le chard** constitue un engagement par la communauté d'un enseignant (fkih) pour éduquer, former et enseigner les enfants et même les adultes en contrepartie d'une prise en charge totale.
- **L'Ouziaa**, la distribution et le partage de consommation de viande d'une manière équitable après achat d'une bête qui serait par la suite abattue et égorgée.

Cependant, l'économie sociale dans sa forme actuelle, structurée, organisée et institutionnalisée est récente. Elle a émergé, d'abord spontanément et par la suite sous l'incitation de l'Etat, pour contribuer à faire face à certaines conséquences négatives, précisément sur le volet social, de certaines politiques économiques menées pendant les années 80. Ces difficultés sont liées particulièrement à l'accès des populations aux services sociaux de

base, à la recrudescence de la pauvreté et de la vulnérabilité, aux problèmes du chômage, notamment celui des jeunes diplômés.

Au Maroc, les définitions de l'économie sociale et solidaire, la délimitation de son champ d'action et sa conceptualisation ont connu une évolution marquante et ont conduit à un concept reposant sur une finalité sociale de services rendus aux membres et à la collectivité.

D'après la dernière définition et précision retenue par la stratégie nationale de l'économie nationale et solidaire 2010-2020: *«L'économie sociale et solidaire est l'ensemble des initiatives économiques cherchant à produire des biens ou des services à consommer et à épargner autrement de manière plus respectueuse de l'Homme, de l'environnement et des territoires».*

Le Conseil Economique, Social, et Environnemental (CESE), quant à lui considère que *« L'économie sociale et solidaire est l'ensemble des activités économiques et sociales organisées dans le cadre de structures formelles ou de groupements de personnes physiques ou morales poursuivant une finalité d'intérêt collectif et sociétal, indépendantes et jouissant d'une gestion autonome, démocratique et participative et auxquelles l'adhésion est libre ».*

L'économie sociale et solidaire est une hybridation entre l'économie marchande et non marchande. Pour ce qui est de l'économie, il repose sur des initiatives à finalité économiques et sociales, une économie de proximité, de développement local et de cohésion sociale. Pour ce qui concerne le social, il s'agit de l'amélioration des services de base à la population à savoir, l'emploi, l'accès aux services (par exemple l'eau, électricité) et aux biens. Le terme solidaire désigne une mutualisation des moyens et des risques vers l'intérêt commun d'une population donnée ou dans un champ d'activité vaste et varié.

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont en principe au nombre de quatre, les coopératives, les associations, les mutuelles et les fondations.

Les entreprises de l'économie sociale existent donc sous diverses formes juridiques. Pour pouvoir être considérées comme une organisation ou une entreprise de l'économie sociale, ces entités doivent satisfaire les valeurs et principes suivants :

- finalité du service rendu plutôt que recherche de profit : l'activité d'économie sociale peut générer des profits, or sa finalité première ne consiste pas à faire des bénéfices mais

à rendre un service à la communauté. La rentabilité, à la différence des entreprises classiques, n'est pas ici la fin mais le moyen.

- autonomie de gestion : l'organisation dispose, pour sa gestion, d'une grande autonomie par rapport à l'Etat notamment, ce qui la différencie des services publics.
- gestion et contrôle démocratique par ses membres : la participation et le poids de chaque membre dans la prise de décisions ne dépend pas de l'importance du capital détenu. La règle est celle d'une personne – une voix.
- primauté de la personne et de l'objet social sur le capital dans la répartition des excédents : les bénéfices seront prioritairement investis dans l'activité et répartis de manière limitée entre les membres.

Depuis le lancement de l'INDH en 2005, les institutions de l'ESS ne cessent de croître. En 2019, selon les données de l'ODECO, le nombre des coopératives au Maroc compte près de 20.000 unités avec plus de 504.715 adhérents et dont 2.600 sont des coopératives 100% féminines. Le nombre des associations est estimé à 116.836 associations selon le ministère de l'intérieur.

Fort du nombre et de l'expérience de ses entreprises et organisations, l'économie sociale et solidaire offre un moyen prometteur de passage de l'économie informelle à l'économie formelle au Maroc. Le champ de l'économie 'économie sociale et solidaire couvre des secteurs liés à l'économie informelle permettant de mobiliser une population précaire : les petits métiers de commerce, le travail indépendant, les petits producteurs.... etc. Ainsi, on peut dire que le rôle l'économie sociale et solidaire en matière d'intégration de ces petites activités informelles dans le circuit de l'économie formelle est structurant. Tel est le sens qu'on doit donner à la formalisation de l'économie informelle.

En conciliant entre l'utilité sociale et la performance économique et environnementale, les entreprises de l'économie sociale créent un cadre pour la modernisation de ces petites activités. Par leur appartenance à une organisation de l'économie sociale, les travailleurs et opérateurs de l'économie informelle peuvent générer des économies d'échelle et de gamme, mieux se faire entendre et représenter, améliorer leur pouvoir de négociation et obtenir un minimum de protection sociale par l'entraide, la solidarité et la réciprocité. Les entreprises de l'économie sociale peuvent par ailleurs être des vecteurs importants pour la diffusion des connaissances et de l'information parmi leurs membres et offrir des possibilités de développement des compétences et de formation. Parmi les entreprises de l'économie sociale qui remplissent déjà

ces objectifs, on compte notamment les coopératives. Malheureusement, le potentiel de l'économie sociale, en tant que passerelle entre l'économie informelle et l'économie formelle, n'a pas encore été pleinement reconnu par le gouvernement. Ainsi, les attentes en un emploi décent et l'intégration des activités informelles dans l'économie formelle à travers les institutions de l'économie sociale et solidaire sont encore loin d'être réalisées. La faible participation des institutions de l'économie sociale et solidaire (particulièrement les coopératives) dans la formalisation des activités informelles et l'offre des emplois décents est justifiée par la vulnérabilité et la précarité dont souffrent ces unités. En effet, à l'exception des cas très limités, la contribution de l'économie sociale et solidaire en matière de formalisation des activités informelles et l'intégration de l'emploi informel dans le formel est encore faible, malgré les initiatives envisagées, l'allègement des textes des lois et les encouragements mis en œuvre. L'économie sociale et solidaire demeure confrontée à de nombreux obstacles et défis. Outre l'absence d'une loi-cadre qui régit ce secteur, l'économie sociale et solidaire est peu structurée. Elle souffre également d'un manque en matière de statistiques à cause de son éparpillement entre différents ministères. A ce stade, les politiques publiques devraient jouer leurs rôles pour soutenir les institutions de l'économie sociale et solidaire.

BIBLIOGRAPHIE

- Assi.D, Choukar. El, (2019), « La formalisation des activités informelles au Maroc : quel rôle pour l'économie sociale et solidaire ? », Communication présentée au forum international sur le rôle du marketing à l'intégration du secteur informel dans le processus de développement durable du Maroc et la question du genre., *Université polytechnique Mohamed VI, Benguerir*, JIM 2019
- Badr eddineMaamar (20 11), "Segmentation du marché informel marocain" Université du Québec à Montréal
- Brahimi M., 1998, Les associations au Maroc : cadre juridique, publication du Centre de documentation des collectivités locales, cité par Chaker A.
- Saïd Ahrouch , « Les coopératives au Maroc : enjeux et évolutions », RECMA Revue internationale de l'économie sociale N ° 322
- Bacchetta, M., Ekkehard, E. et Juana Paola, B. (2012), « Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement », pp. 276-294.
- Barbour, A., &Llanes, M. (2013).Supporting people to legitimise their informal businesses.York: Joseph RowntreeFoundation.
- Bonnet, François, et SudhirVenkatesh, (2016).« Poverty and informaleconomies. »
- M. Choukri, *Le secteur informel dans la région d'Oujda*, Mémoire de DES en Sciences Economiques, Rabat, 1991
- Hugon, P. (1990). Approches pour l'étude du secteur informel (dans le contexte africain). Nouvellesapproches du secteurinformel, OCDE, 81-101.
- Lopez Castano H., (1989), Le secteur informel, substitut d'un système d'assurances sociales en Colombie, Problèmes d'Amérique latine, n°92, la Documentation
- M. Salahdine, les petits métiers clandestins, éditions Eddif Maroc, 1988française, Paris.
- R. A. -Mejjati, Le secteur informel au Maroc, éditions Presses économiques du Maroc, 2014
- HCP(2016)

- HCP,(2017), « marché de travail, défis et opportunités »
- Conseil Economique, Social et de l’Environnement CESE/rapport 2017
- Ministère de l’Intérieur (MI)
- Ministère Chargé de l’Artisanat et Economie Sociale (MCAES)
- ODECO (L’Office du développement de la coopération, Maroc)
- OCDE, (2019) « perspectives de l’emploi »